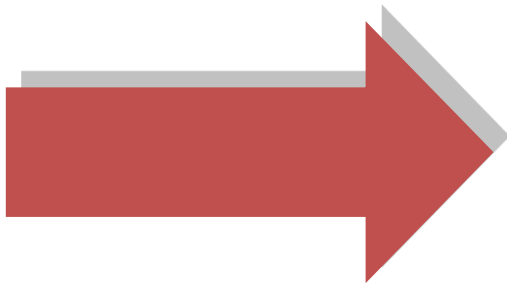




## **Combattre le manque d'eau au Yémen**

**Par Violaine Des Rosiers**

*Violaine Des Rosiers, consultante indépendante en développement organisationnel et affaires humanitaires est politologue diplômée de l'université Laval au Canada. Elle est une ancienne employée de la Croix-Rouge Internationale ayant travaillé dans plus de 15 pays à travers le monde, notamment au Yémen, où elle s'est rendue plusieurs fois en 2009-2010 pour soutenir le développement du Croissant-Rouge Yéménite et ses programmes humanitaires.*



# **Analyse**

**Mai 2011**

Le Croissant-Rouge Yéménite (CRY) est un membre de la Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) qui regroupe 186 membres dans le monde. Le Croissant-Rouge de Djibouti est également membre de la FICR. En tant que membre du Mouvement International de la Croix-Rouge, le CRY dispense des services humanitaires à la population Yéménite, en temps de catastrophes naturelles ou de conflits armés tel qu'assistance en nourriture, hébergement, soins de santé et protection des droits fondamentaux prévus par les Conventions de Genève et leurs protocoles additionnels. Mais le CRY tente également de prévenir les souffrances causées par le sous-développement en mettant sur pieds des programmes de santé communautaire et de premiers secours, de préparation aux catastrophes et de réduction des risques, de recrutement et de formation de volontaires dans les communautés, de micro-projets pour encourager les femmes au travail, et de sensibilisation aux moyens d'adaptation au réchauffement climatique. En vertu de sa constitution et de ses Statuts, le CRY est un auxiliaire des pouvoirs public en matière de santé et sécurité civile lors d'urgences nécessitant des services humanitaires. Afin de couvrir le plus large territoire possible, le CRY a un bureau central dans la capitale Sana'a et compte 15 branches actives du nord au sud et de l'est à l'ouest du pays, incluant la branche de Socotra, une île vierge au sud du Yémen très touchée par les ouragans et les désastres naturels.

## **I – Conditions climatiques et géographiques**

Le Yémen est un des pays dans le monde où les changements climatiques se font le plus sentir; l'impact est plus important dans cette région que n'importe où ailleurs dans la péninsule arabique. Encore plus de changements sont attendus dans le futur, avec un impact considérable sur la disponibilité d'eau potable dans le pays, et des impacts importants sur le secteur agricole. D'après le rapport de la 4ème session de la table de concertation intergouvernemental sur le changement climatique (IPCC), il est attendu que le réchauffement du Yémen augmente de 3 à 4 °C avant 2080, ce qui représente 1 fois et demie le réchauffement moyen global. Les températures extrêmes se font de plus en plus sentir depuis quelques années. Sécheresses et inondations se succèdent dans des régions différentes et laissent les populations démunies face aux conséquences désastreuses de ces climats extrêmes. Le long du littoral, s'ajoute la menace supplémentaire de raz-de-marée. De récentes études publiées par la Banque Mondiale indiquent que le Yémen figure parmi les cinq pays du monde les plus vulnérables à cet égard, aussi bien pour ce qui concerne la longueur des zones à risque que le nombre de personnes en danger.

La sécurité alimentaire au Yémen préoccupe de plus en plus les organisations humanitaires telles que la CR Internationale mais également le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et les ONG. Le prix des denrées a augmenté significativement et la plupart des denrées disponibles sont importées des pays voisins, ce qui dénote un manque d'autosuffisance dans l'agriculture et une dépendance aux marchés extérieurs pour subvenir aux besoins de base. De plus, la Banque Mondiale classe en outre le Yémen parmi les sept pays dans lesquels plus de 50 pour 100 du produit intérieur brut provient du littoral exposé aux raz-de-marée<sup>1</sup>.

Le CRY, avec le soutien de ses partenaires, priorise des projets sur la réduction des risques liés aux changements climatiques. Plusieurs programmes basés dans les communautés ont vu le jour en 2010 et se poursuivent en 2011-2012. Ces programmes visent à mobiliser les citoyens en formant des comités qui sont responsable d'informer les habitants de la communauté mais également de mettre en place des mécanismes de préparation et de réponse en cas de désastre. La mitigation est également une manière de rechercher de solution créative afin de diminuer l'impact des changements climatiques sur les populations touchées.

« Sécheresses meurtrières, épuisement des ressources en eau... les populations rurales djiboutiennes et yéménites sont confrontées à une même problématique : le manque d'eau. (depuis 2003 pour Djibouti et depuis 4 ans au Yémen) »<sup>2</sup>. Depuis quelques années, la Croix-Rouge française emploie son expérience au Yémen et au Djibouti à travers des projets en eaux et en assainissement (Watsan), en étroite collaboration avec les sociétés nationales du Croissant-Rouge. L'approche de la CR est une approche basée sur le développement des capacités dans les communautés soutenu par des équipes de professionnels Yéménites et internationaux qui aident à développer les projets en respectant le plus possible les besoins identifiés par la communauté tout en respectant les coutumes et la culture locales. L'impact est plus important puisque les projets sont élaborés par les communautés, qui en seront les premiers bénéficiaires et qui prendront part à la mise en œuvre et à l'évaluation des projets.

---

<sup>1</sup> <http://www.ifrc.org/fr/docs/news/09/09061801/>

<sup>2</sup> <http://www.croix-rouge.fr/Actualite/Djibouti-Yemen-les-communautés-au-centre-des-programmes-sur-l-eau-1105>

Dans le projet soutenu par la Croix-Rouge Française, les populations sont au centre de la gestion des espaces de stockage, de la réflexion sur la meilleure utilisation des sols et de la création de petites coopératives agricoles. En agissant sur la qualité de l'eau, la Croix-Rouge française peut aussi intervenir sur la santé, l'hygiène et l'agriculture dans une zone circonscrite<sup>3</sup>.

L'avantage de travailler dans un réseau comme le Mouvement de la Croix-Rouge réside principalement dans le fait que l'entraide existe naturellement entre les membres du réseau international et que la structure locale s'étend à travers tout le pays sans distinction d'appartenance politique, d'appartenance ethnique ou religieuse, suivant les 7 Principes qui doivent être respectés en tout temps et en toutes circonstances<sup>4</sup>. Malgré tous les efforts d'impliquer les communautés locales dans la préparation et la gestion des projets, une forte réalité existe au Yémen, celle de l'ingérence politique dans les affaires humanitaires. Le système tribal qui existe et qui permet aux communautés de gérer les affaires sociales, politiques, familiales et juridiques est également partisan et apporte de nombreuses complications dans le respect des principes d'impartialité et de neutralité de la Croix-Rouge. La structure décentralisée du CRY n'est pas totalement étrangère à la structure tribale puisqu'elle en est issue et donc reflète parfaitement les structures conventionnelles établies au Yémen.

L'accessibilité est parfois un défi important. Les populations les plus vulnérables étant souvent celles qui sont le plus éloignées des centres de services, les conditions géographiques rendent l'acheminement des équipes difficile, voire même parfois impossible. Un projet sur lequel Violaine des Rosiers travaillais visais à ouvrir un bureau local dans une communauté éloignée de l'ouest du pays. L'ouverture n'a été possible que 2 ans après l'échéancier initial, avec plusieurs embûches au passage, dont la restriction de passage de véhicule pour atteindre les communautés visées. Mais la réalisation de ces défis a démontré l'importance du travail du Croissant-Rouge et l'impact immédiat de sa présence dans un lieu isolé et oublié.

Le Yémen est une exception dans le Moyen-Orient, pour certaines zones du pays, en particulier les Highlands, qui bénéficient de pluies abondantes apportées par la mousson d'été du sud-ouest. Le « Yémen vert », au sud, bénéficie de sols fertiles et de précipitations annuelles abondantes permettant d'alterner plusieurs cultures par an. Il est d'ailleurs impressionnant de survoler cette région du pays en avion et de constater la richesse potentielle du Yémen sur le plan agricole. Mais le secteur agricole représente actuellement seulement 9,7 % du PIB bien qu'il emploie la majorité de la population active (62 %)<sup>5</sup>. Malheureusement, ce sont la culture du café et du khat qui marquent le plus le paysage. Le coton et le café constituent les principales cultures d'exportation, bien que le café yéménite n'ait plus la cote en raison de sa mauvaise qualité de production. Le khat est en train d'occuper tout l'espace des terres les plus fertiles du Yémen et ne sert principalement uniquement à la consommation locale. De plus, la pénurie de main-d'œuvre agricole que le pays a connue avec le développement de l'industrie pétrolière et le départ de nombreux paysans vers les pays voisins a considérablement aggravé la question agricole pour laquelle il y a moins d'intérêts et de bénéfices à tirer. Le Yémen fait présentement face à de sérieux

---

<sup>3</sup> *Ibid*

<sup>4</sup> Humanité, Impartialité, Neutralité, Indépendance, Volontariat, Unité, Universalité.

<sup>5</sup> Banque Mondiale

problèmes d'extrême rareté de l'eau, il a un des plus bas taux d'eau potable disponible annuellement per capita au monde. L'utilisation efficace de l'eau est peu pratiquée et la capacité de gérer les ressources en eau est faible. La culture du khat demande une très grande quantité d'eau et elle épuise actuellement le peu de ressources déjà disponibles.

## ***II – L'enjeu politique et gouvernemental***

La pauvreté et la corruption politique sont des obstacles énormes au développement des communautés et il n'est d'ailleurs pas surprenant de voir le mouvement qui s'opère en ce moment avec les protestations contre les autorités en place. Les paysans Yéménites sont des gens honnêtes et qui sont prêts à fournir un effort pour participer au développement de leur communauté. Les Yéménites sont fiers d'accomplir une tâche qui permettra à leur prochain d'améliorer sa qualité de vie, la générosité et la motivation des volontaires du CRY en est une preuve indiscutable. C'est au niveau politique que le bât blesse et que les difficultés sont généralement rencontrées. Plusieurs discussions avec mes collègues yéménites m'ont permis de mieux comprendre leurs attentes et leurs frustrations quant au régime actuel. La répartition des richesses nationales est très inégale et les dirigeants financent des projets impliquant des sommes faramineuses qui pourraient définitivement être dépensées dans les institutions publiques et programmes sociaux mais qui servent davantage à assouvir les besoins mégalomanes des grandes familles riches du Yémen. Les nombreux et différents conflits politiques, les guerres de clans, le Jihad islamique et le contrôle grandissant du territoire (incluant les ressources naturelles) par des milices armées ne facilitent en rien l'acheminement de l'aide et contribue à créer l'insécurité dans le pays, faisant fuir le tourisme et ralentissant considérablement n'importe quel projet de développement. Mais l'éducation, combinée à une bonne gestion et gouvernance de l'État est sans doute la porte de salut qui permettra au Yémen de resurgir parmi les pays exportateurs de ressources naturelles au Moyen-Orient. On peut observer cependant que les donateurs étrangers ne semblent pas s'épuiser au Yémen. Malgré la corruption importante et l'inaction du gouvernement à poursuivre ses engagements, le pays et ses institutions continuent de bénéficier d'une aide internationale au développement considérable et largement plus élevée que d'autres pays dans le monde. Peut-être que les gouvernements étrangers y voient une manière de maintenir une influence au moment où le Yémen connaît une radicalisation de l'islam et un terrain fertile pour le développement du terrorisme international? Mais la tendance actuelle démontre de plus en plus une réorientation des fonds vers les ONG et organisations de la société civile yéménite afin de soutenir l'aide au développement au Yémen.

Au Yémen, dans le cadre de ses fonctions de conseillère au développement, Violaine des Rosiers a eu à côtoyer les autorités locales de plusieurs districts. La collaboration dépend vraiment des intérêts politiques de la région où l'on se trouve, de la familiarité des autorités avec le travail de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de l'affiliation ethnique ou clanique des autorités avec les représentants de la branche locale du Croissant-Rouge. Elle a vécu de très bonnes expériences dans certaines régions et de très mauvaises dans d'autres. La relation entre la branche locale du CRY et les autorités est le facteur déterminant du succès de la collaboration pour la mise en œuvre des projets de développement.

En général, le Gouvernement et les hautes autorités ont une excellente relation avec la gouvernance de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge. Ils collaborent sur plusieurs dossiers et organisent des collectes de fonds pour financer les activités humanitaires. Les autorités

politiques doivent par ailleurs comprendre et respecter les principes de la Croix-Rouge afin de ne pas compromettre l'image, la neutralité et l'indépendance de la Croix-Rouge. Ceci requière une constante vigilance de la part des dirigeants du CRY afin de préserver les privilèges qui y sont rattachés aux principes humanitaires et qui permettent de garder la confiance de tous et ainsi d'avoir accès aux personnes les plus vulnérables dans n'importe quelles situations.

En ce qui concerne la contribution du gouvernement Yéménite pour améliorer la situation alarmante et appuyer les efforts faits par la société civile et l'aide internationale, il est évident que cette question touche des points très sensibles notamment une dimension culturelle qui est ancrée dans des traditions vieilles de plus de deux milles ans. Il est parfois difficile de concilier deux cultures si différentes, d'une part celle des organisations internationales avec des principes libéraux et des critères de performance très occidentaux, basée sur une façon de percevoir l'aide qui reflète la politique étrangère des pays donateurs qui veulent voir des résultats à tout prix. Les bénéficiaires de ces fonds et les gestionnaires (ONG) ont de plus en plus de pression pour démontrer l'impact du travail réalisé. Hors, le développement relève principalement d'une capacité à changer ou à s'adapter à son environnement en exploitant toutes les ressources (naturelles, humaines, financière, politique, etc.) disponibles localement afin que les résultats durent dans le temps et que les communautés se les approprient. Ce genre de changement ne s'effectue pas en peu de temps et malheureusement les cycles de financement ne sont jamais assez long (3-5 ans en général) pour démontrer des changements significatifs dans plusieurs cas. Les projets au Yémen qui ont connu les plus grands succès sont ceux qui ont été suivi par les mêmes personnes pendant des années, avec une continuité dans la gestion et une confiance qui s'est développé entre les intervenants et les bénéficiaires, permettant ainsi de surmonter les obstacles et atteindre une vitesse de croisière soutenue par les ressources nécessaires, comme par exemple, le projet d'assainissement des eaux de la Croix-Rouge Française au Yémen.

Le rôle des gouvernements locaux est donc important à plusieurs niveaux : faciliter l'accès aux ressources pour les populations, légiférer en faveur des politiques de développement durable (empêcher certaines pratiques nocives à l'environnement par exemple ou mettre en place des campagnes nationales de sensibilisation favorisant le changement de comportement). Mais le changement ne s'effectue que rarement par le haut de la pyramide et c'est un peu ce que l'on constate en ce moment dans plusieurs pays de la région où la prise de conscience de la société civile est en train de se transformer en réelle mobilisation pour le changement.

### ***III – Le problème du Khat***

Le khat est un sujet d'importance capitale pour le Yémen. Le fait de mâcher du khat est considéré comme un élément fondamental d'identité. Malheureusement, son usage a fortement augmenté au cours des trente dernières années, chez les hommes, les femmes et même les enfants. Le khat est la principale récolte destinée à la vente au Yémen: elle occupe 11 % de la superficie cultivée, représentait 32 % de la valeur ajoutée agricole en 2003 et employait approximativement 24 % de la main-d'œuvre agricole<sup>6</sup>. Sa consommation entraîne

---

<sup>6</sup> [http://hdr.undp.org/statistics/data/country\\_fact\\_sheets/cty\\_fs\\_YEM.html](http://hdr.undp.org/statistics/data/country_fact_sheets/cty_fs_YEM.html)

plusieurs effets négatifs : le khat réduit le revenu disponible pour d'autres biens de consommation, puisqu'il absorbe 40 % du budget des familles pour les familles à budget faible/moyen qui vivent dans les zones urbaines, détournant ainsi des fonds d'autres besoins de base. Le khat contribue aussi à l'épuisement des ressources en eau puisque l'irrigation augmente sa production, minant ainsi toute croissance agricole durable et n'offre aucune valeur ajoutée en termes de commerce extérieur. On estime que le fait de mâcher du khat a un sérieux impact sur la productivité, en raccourcissant le temps de travail. Bien que le khat peut être cultivé sur des terres non irriguées et les rendements sont de une, voire deux récoltes de feuilles de mauvaises qualité, il se développe à son maximum quand il est irrigué, produisant trois récoltes de feuilles de haute qualité, à tous les six mois. Une estimation suggère que 80 à 90 pour cent des nouveaux puits dans les Highlands sont utilisés pour la production de khat<sup>7</sup>. Les agriculteurs ont reçu des pompes au lieu de subventions à l'éducation dans les techniques appropriées de conservation de l'eau, conduisant à l'installation de puits sans égard aux conséquences futures. Aussi longtemps que le khat livre sur sa promesse de richesses, la persuasion comme moyen de renverser le problème est peu probable d'aboutir à des changements de comportement.

#### **IV – Défis et recommandations**

**Les deux principaux défis qui s'imposent aux populations yéménites et djiboutiennes dans l'avenir sont :**

1) Une meilleure croissance et gestion des ressources naturelles :

L'économie du Yémen repose sur ses ressources naturelles. L'épuisement de ces ressources représente non seulement une perte pour le capital national du pays, mais met en danger la durabilité de son économie. Les problèmes environnementaux sont immenses et comprennent la dégradation des sols, la dégradation de l'habitat et la gestion des déchets, mais la situation de l'eau est particulièrement inquiétante. Comme déjà mentionné, une grave pénurie d'eau se prépare au Yémen. Les questions principales liées au secteur de l'eau ont été identifiées dans la stratégie nationale pour le secteur de l'eau et le programme d'investissement préparé par le gouvernement du Yémen il y a 6 ans déjà. De nouveaux engagements concernant le combat contre le réchauffement climatique et la gestion des impacts a également été élaboré en 2008. L'agriculture responsable et durable peut passer par des projets tel que la rétention des eaux de pluie pour le bétail et l'agriculture, agro biodiversité, gestion des déchets, éducation aux techniques agricoles et la transformation des types de cultures.

2) Mettre de la pression sur les autorités pour soutenir les réformes politiques, économiques et sociales pour lequel le Gouvernement s'est engagé notamment dans le domaine de l'éducation, de l'économie et des droits de l'homme:

Le problème d'imputabilité politique est le plus grand défi à relever. Les engagements sont multiples, mais le suivi et la mise en œuvre presque inexistante. Les institutions responsable de légiférer, d'éduquer et de réformer les politiques publiques sont déficientes et repose sur des systèmes de gestion tribale qui sont décalée avec la réalité du 21ème siècle. On a parfois

---

<sup>7</sup> International Journal; of Middle East Studies, Daniel Martin Varisco, Cambridge University Press, 1986.

l'impression que la question culturelle est utilisée comme une excuse à l'inaction et à une opposition féroce à l'Occident, alors qu'une grande partie des preneurs de décisions au Yémen ont été formés en Occident et auraient la capacité de faire bénéficier le Yémen d'une meilleure gouvernance. La population du Yémen, quoique peu éduquée, est très impliquée dans les affaires politiques et s'intéresse à l'avenir du pays. Mais le mode de survie dans lequel la majorité des Yéménites vivent aujourd'hui est un terrain fertile au recrutement pour des groupes islamistes comme Al Qaeda et le Yémen est une des sociétés les plus armées au monde avec 6 à 9 millions d'armes de petits calibres<sup>8</sup> en circulation dans le pays et utilisés par des individus. Cela n'inclut pas les armes détenues par les groupes armés et l'armée gouvernementale. Les facteurs de manque d'éducation et d'accessibilité aux armes contribuent malheureusement à augmenter la vulnérabilité des jeunes pour rejoindre les rangs de groupes armés et terroristes.

---

<sup>8</sup> [www.smallarmssurvey.org](http://www.smallarmssurvey.org)